

Sommet de l'OTAN en Lettonie
**Les Américains
et les «partenariats
stratégiques»**

Le sommet que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a tenu dans la capitale lettone, Riga, confirme et consolide la redéfinition du monde comme le veulent les Etats-Unis.

**De notre envoyée spéciale
à Riga (Lettonie): Ghania Oukazi**

L'arrivée du président américain à Riga le mardi dernier était attendue par tous les chefs d'Etat des pays membres de l'OTAN présents au sommet. L'immense centre de presse de la ville a abrité des centaines de journalistes venus du monde entier qui n'avaient d'oeil et d'oreille que pour Bush et à un moindre degré pour le président français, Jacques Chirac. L'attente pour le premier et l'intérêt qu'il suscite auprès des politiques à plus haut niveau et des représentants des médias n'est pas parce qu'il dégage des assurances pour la sauvegarde des équilibres mondiaux mais c'est justement parce qu'il en détruit pour en construire d'autres à sa juste mesure. L'ordre du jour du sommet de Riga ne laisse planer aucun doute à ce propos. Bush a voulu qu'il soit consacré uniquement à l'Afghanistan et il en a été ainsi pendant deux jours, les 28 et 29 novembre dernier. «Contribuer à la paix et à la stabilité en Afghanistan est la priorité essentielle de l'OTAN», dit la déclaration de Riga.

A ceux qui se sont demandé pourquoi l'Afghanistan et non pas le Moyen-Orient où la situation dégénère, la réponse est simple. « Au Moyen-Orient, aucune entité ne servirait mieux les Etats-Unis comme le fait Israël », répondent les analystes. Ce qui laisse à chaque fois dire le secrétaire général de l'OTAN que « nous ne sommes pas présents au Moyen-Orient et nous n'avons pas l'intention de l'être que ce soit sur le moyen ou le long terme ». Jaap De Hoop Scheffer l'a répété à Riga où il avait animé une conférence de presse à la fin du sommet. Il est évident qu'il n'y a pas plus dangereuse poudrière que celle du Moyen-Orient mais l'OTAN refuse de s'y rendre pour régler des questions de paix et de sécurité et mettre un terme au terrorisme de l'Etat hébreu contre le peuple palestinien. Bush a compris que la redéfinition du monde selon sa propre vision pourrait aisément se faire en développant des politiques « spécifiques » à chaque pays. Diviser pour régner doit être certainement sa devise. En tout cas, c'est ce qu'il fait en prenant chaque pays à part en lui faisant croire qu'il entreprend avec lui « un partenariat stratégique ». Pour l'instant, seul Israël peut se targuer d'avoir des relations véritablement privilégiées avec Washington. Il est le fondé de pouvoir des Etats-Unis au Moyen-Orient.

**LA PERTINENCE
OPÉRATIONNELLE DE L'OTAN**

Au nom de l'OTAN et au nom d'autres stratagèmes, Bush aura régenté le monde selon un ordre empreint d'une paranoïa des temps modernes. Les événements du 11 septembre lui ont permis d'avoir toute latitude pour le faire. « L'OTAN a d'excellentes relations avec l'Algérie, elle participe dans le dialogue méditerranéen et veut contribuer à la réussite de l'opération Active Endeavour consacrée à la lutte contre le terrorisme en mer », nous dira le secrétaire général adjoint de l'OTAN lors du point de presse qu'il a animé à Riga en marge du sommet des chefs d'Etat et au profit des journalistes en provenance des pays membres du Dialogue méditerranéen ou de l'Initiative d'Istanbul. Cette réponse

était donnée à chaque fois qu'un journaliste voulait connaître la densité des rapports de son pays avec l'Alliance.

La déclaration de Riga résume bien les choses à ce niveau. On y lit: « La politique de l'OTAN en matière de partenariats, de dialogue et de coopération est essentielle à la réalisation de l'objectif et des tâches de l'Alliance. Elle a favorisé l'établissement de relations solides avec les pays du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative d'Istanbul (ICI), ainsi qu'avec les pays de contact. Les partenariats de l'OTAN, dont l'utilité ne se dément pas, contribuent à la stabilité et à la sécurité dans l'ensemble de la région euro-atlantique et au-delà. Les missions et opérations de l'OTAN ont également démontré l'importance politique et opérationnelle de ces relations: dix-huit pays extérieurs à l'Alliance fournissent des forces et apportent un soutien pour nos opérations et missions, et d'autres se sont dits intéressés par une coopération plus étroite ».

Le Conseil de l'Alliance en session permanente est chargé « d'exploiter pleinement les potentialités politiques et pratiques des programmes de coopération existants de l'OTAN - CPEA / Partenariat pour la paix (PPP) DM et ICI - et de ses relations avec les pays de contact, conformément aux décisions du sommet d'Istanbul; de donner une plus grande pertinence opérationnelle aux relations avec les pays non membres de l'OTAN, y compris les pays de contact intéressés et en particulier de renforcer l'aptitude de l'OTAN à travailler avec ceux des contributeurs actuels et potentiels à ses opérations et missions qui partagent nos intérêts et nos valeurs; de rendre l'OTAN mieux à même de fournir des avis pratiques et une assistance s'agissant d'aspects de la réforme liée à la défense et à la sécurité dans les pays de la région où elle est engagée ».

**LE PARTENARIAT
PAR LE RENSEIGNEMENT**

Il faut admettre que l'OTAN conceptualise ses programmes de coopération avec les pays non membres selon les stricts besoins des Etats-Unis, le 11 septembre constituant l'ossature. A ces pays, l'Algérie comprise, il est offert un programme de professionnalisation de l'armée que l'Alliance se plaît de désigner sous le label de « à la carte ». « On n'oblige aucun pays à quoi que ce soit, il en formule la demande selon ses besoins et ses intérêts », n'a de cesse de répéter le SG de l'OTAN. L'opération Active Endeavour est aussi proposée à ceux des pays qui veulent y adhérer. Pour l'instant, l'on compte l'Algérie, le Maroc, l'Egypte, la Jordanie et Israël. Interrogé à Riga sur les termes des accords signés à cet effet, le SG adjoint de l'Alliance se contentera de dire que c'est une coopération importante au titre de la stabilité et de la paix dans la région de la Méditerranée. En fait, les termes ne peuvent être que d'ordre informationnel.

La coopération entre l'Alliance et les pays partenaires s'articule essentiellement autour du renseignement. Ils constitueront ainsi des « radars » pour l'établissement des fiches sur le commerce d'armes illégal en mer et autres trafics illicites comme les stupéfiants. L'OTAN

promet de ne pas lâcher prise à propos de ces partenariats auxquels l'Amérique de Bush tient beaucoup. « Nous continuerons de suivre de près la manière dont tous les partenaires tiennent leurs engagements s'agissant des valeurs et des principes qu'ils ont adoptés en adhérant au CPEA et au PPP (...). Nous nous félicitons des progrès accomplis dans la mise en place du cadre plus ambitieux et plus large pour le DM (...) et nous y resterons attachés ». L'OTAN se propose dans ce cadre de former les militaires et les polices des pays comme l'Irak. C'est d'ailleurs pour rappeler cet aspect des choses que la déclaration de Riga évoque l'Irak. « Tous les alliés continuent de contribuer à la mission de l'OTAN en Irak qui (...) soutient les forces de sécurité irakiennes en assurant leur formation à l'intérieur et à l'extérieur du pays (...) ».

**LES ETATS-UNIS CONTRÔLENT
LES CORPS NÉVRALGIQUES**

Sous couvert de l'OTAN, les Etats-Unis contrôlent ainsi les corps névralgiques des Etats. Pour le faire, ils iront jusqu'à contredire les principes fondateurs de l'Alliance. « Le principe de l'indivisibilité de la sécurité des alliés est fondamental et notre solidarité nous donne la force de relever ensemble de nouveaux défis. (...) Nos vingt-six pays sont fidèles aux buts et aux principes de la Charte des Nations unies », est-il écrit dans la déclaration de Riga. Pourtant, le refus de la France et de l'Allemagne d'envahir l'Irak aux côtés des Etats-Unis n'a pas changé le cours de l'histoire que Bush voulait faire vivre à ce pays. L'Alliance redéploie ses troupes en Afghanistan et augmente leur nombre non pas parce que ce qu'elle a entrepris est positif et qu'il est nécessaire de passer aujourd'hui à une étape supérieure mais parce que, disent les politiques, « la présence de l'OTAN en Afghanistan est un désastre et qu'il est impératif pour les pays contributeurs des troupes de les redéploier pour atténuer des pertes en hommes qu'elles accusent ». Le président français tentera d'apporter quelques réserves à ce propos en plaçant pour un redéploiement « au cas par cas ». Mais mis à part le large sourire qu'il arborait lorsqu'il avait salué les journalistes à la fin de la conférence de presse qu'il avait animée au même moment que Scheffer et parce que le 28 novembre était le jour de son anniversaire, Chirac n'a pas dû être content des résultats du sommet de Riga. Il a été le seul à apporter la nuance aux propos de Bush. Qu'ils soient membres de l'Union européenne ou d'autres entités internationales, les pays présents en Lettonie ont fait dans un cautionnement de l'option américaine à la limite de la soumission. Le monde unipolaire est bel et bien ancré dans les esprits même ceux qui se disent hommes libres. Il faut croire que la constitution d'entités régionales à l'effet de peser sur les décisions est révolue. L'exemple de l'Union européenne est frappant. Même l'Allemagne n'a pas tenu à apporter la contradiction aux USA. Parce qu'elle n'est plus le pays de Schröder mais celui d'Angela Merkel, une autre manière de voir l'évolution du monde. La visite de Bush en Jordanie confirme ces faits et le sommet Améri- que Latine - Afrique prend acte.

**Une Oranaise meurt
dans un incendie
criminel en Alsace**

H. Barti

Imène Kherif, jeune femme d'origine algérienne, âgée de 31 ans, est décédée le 24 novembre dernier suite à un incendie, probablement « criminel », survenu dans les caves de deux logements collectifs dans la ville de Colmar (Alsace) en France. Elle sera inhumée aujourd'hui au cimetière de Ain El-Beïda à Oran. La dépouille de la défunte qui est attendue aujourd'hui à l'aéroport d'Es-Senia, à Oran, sera accompagnée par les membres de sa famille.

L'incendie qui a coûté la vie à Imène s'est déclenché vers 19h30 dans la cave d'un logement de 6 étages du quartier Europe (ouest de Colmar) et s'est propagé par un couloir souterrain à un immeuble voisin.

Les fumées provoquées par l'incendie se sont répandues dans les étages, provoquant des intoxications au monoxyde de carbone qui ont été fatales pour les occupants.

17 autres personnes incommodées par les fumées ont également été évacuées vers l'hôpital Pasteur de Colmar et la clinique Saint-Joseph pour y subir des examens plus approfondis. Gênés par un important nuage de fumée, les pompiers ont, en outre, été insultés au début de leur intervention dans cette cité populaire de la banlieue ouest de Colmar, où pompiers et policiers sont régulièrement pris pour cibles.

Les enquêteurs ont très vite privilégié la piste criminelle en raison de la concomitance de plusieurs faits similaires survenus quelques heures auparavant, trois départs de feu ayant été enregistrés dans le même immeuble et dans un bâtiment voisin. En effet, le quartier de l'Europe où s'est produit le drame était depuis une semaine le théâtre d'incidents divers. Le jour du drame, des feux de caves similaires s'étaient déclenchés dans des immeubles proches à 17h, puis 17h40. Ils avaient été rapidement maîtrisés. Au cours de la nuit de lundi à mardi derniers, un feu avait également été allumé dans une cave d'immeuble de ce quartier difficile.

Quelque 250 personnes se sont rassemblées dimanche dernier sur les lieux de l'incendie pour protester contre la violence dans ce quartier sensible de la banlieue ouest de Colmar et exprimer leur solidarité avec les victimes. Hadj Addi, cité par la presse française, a remercié les habitants de leur soutien et de leur mobilisation, et espéré que la mort de celle qu'il devait épouser prochainement servira à quelque chose.

« Il faut arrêter les coupables. La prévention, d'accord, mais la répression d'abord », a déclaré pour sa part le frère de la victime. Comme lui, beaucoup d'habitants étaient venus exprimer leur consternation et leur ras-le-bol face à la multiplication des incidents depuis plus d'une semaine dans la banlieue ouest de Colmar. Six jours après le feu de cave qui a également fait deux blessés graves dans un immeuble HLM de la préfecture du Haut-Rhin, le procureur de la République de Colmar a ouvert jeudi dernier une information judiciaire pour incendie volontaire ayant entraîné la mort.

**Un terroriste
abattu à Ain Defla**

Vendredi, en début de soirée, aux environs de 20 h, au lieu-dit « Sidi Lakhall », à 25 km au nord-ouest du chef-lieu de wilaya Aïn Defla, un groupe terroriste a été accroché par les forces de sécurité postées en embuscade sur un lieu de passage. Au cours de la fusillade, un des éléments du groupe a été tué. Son cadavre a été déposé à la morgue de l'hôpital de Aïn Defla. Selon une source bien informée, l'élément abattu ferait partie du groupe qui a perpétré l'attentat de Ben Allal à la veille de l'Aïd et où 8 gardes communaux ont été tués, ainsi que derrière l'embuscade tendue aux forces de l'ANP, une quinzaine de jours à Belaàs et où, là aussi, 8 militaires ont été assassinés. **M.N.**